

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 4137 - Jeudi 02 Juin 2022 - Prix : 200 Fc

TRANSPORT EN COMMUN

Le tarif est fixé à 300 Fc pour le taxi ville



Frais des transports en commun.

COÛT DE LA VIE

A Mohéli la population craint une inflation généralisée

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles Du 1er au 06 Juin 2022

Lever du soleil:

06h 21mn

Coucher du soleil:

17h 49mn

Fadjr : 05h 09mn

Dhouhr : 12h 09mn

Ansr : 15h 04mn

Maghrib: 17h 52mn

Incha: 19h 06mn



ENTREPRENARIAT

"Le but est d'inciter la diaspora à investir dans le pays"

Dans le cadre de la première édition de son programme "accompagnement des porteurs de projets de la diaspora", co-financé par l'AFD à travers Expertise France, Com'Work lance un appel à candidatures du 6 juin au 3 juillet 2022. Le but est d'inciter et d'accompagner 10 porteurs de projet issus de la diaspora comorienne, vivant à l'étranger, à la création de leur entreprise aux Comores.

Créer des entreprises ou des activités économiques, fait partie du développement du pays. Cela permettra également de réduire le taux de chômage surtout au niveau des jeunes. C'est dans cette optique que Com'Work avec l'appui financier de l'Agence Française de Développement (AFD) à travers Expertise France, lance un appel à candidature du 6 juin au 3 juillet 2022, pour la première édition de son programme "accompagnement des porteurs de projets de la diaspora". « Le but est d'inciter et

d'accompagner 10 porteurs de projet issus de la diaspora comorienne vivant à l'étranger, peu importe le pays où ils se trouvent, de venir créer leur entreprise à travers le renforcement de capacité et la mise en place d'outils métiers efficaces. Un accompagnement d'une durée de 12 mois, inclut tous les secteurs d'activité », avance Abdallah Fakih, responsable incubateur de Com'Work, tout en montrant que cette initiative rentre dans le cadre du programme de développement Comores - France.

Il explique que les candidats retenus recevront un appui personnalisé d'experts en entrepreneuriat pour la formation de leurs idées d'entreprise, l'établissement de leurs modèles économiques, l'élaboration de prototype, l'étude de marché, l'élaboration de leurs plans d'affaires, la recherche de financement et la création formelle de leurs entreprises.

Selon pour lui, cette première édition, Com'Work s'associe avec Expertise France, afin de permettre



aux participants retenus de bénéficier d'un accompagnement financé intégralement par les deux structures. « Les bénéficiaires auront un accompagnement de 4 800€ soit 2 400 000 fc, pour relancer leur entreprise. Sachant que Expertise France

assure 40% et Com'Work 60% », précise-t-il.

A titre de rappel, Com'Work est une structure d'accompagnement à l'entrepreneuriat innovant privée au centre de Moroni dédiée depuis près de 5 ans à la clientèle nationale et

internationale. Avec une équipe d'experts consultants et collaborateurs, mutualisant expériences compétences et réseaux pour contribuer au développement économique et social des Comores.

Nassuf Ben Amad

COMMUNE DE MORONI

Une démission et des élections

La saga de la commune de Moroni continue de plus belle. De rebondissements en surprises, on ne peut compter le nombre de papiers consacrés par la presse de la place à cette actualité. Une actualité qui

s'apparente désormais pour certains à une chronique socio-politico-judiciaire. De Moroni, tout s'imbrique.

Mis sous pression depuis plusieurs semaines, l'édile

de la capitale a fini par céder aux pressions tous azimuts exercés de toutes parts. Hassani Mohamed Halidi a fini par jeter l'éponge. C'est par lettre référencée 021/05/2022/CM/M adressée à la gouverneure de l'île que le message de démission a été acté. Le Maire démissionnaire a d'entrée donné les raisons qu'ils l'ont poussé à se démettre. « Pour des raisons personnelles, mais aussi pour mettre un terme aux pratiques de déstabilisations des maires successifs de Moroni dès leurs installations et afin de préserver nos communes de subir des actions tendant à les fragiliser, suite à des interprétations erronées et abusives des lois et règlements relatifs à la décentralisation », lit-on dans cette missive qui date du 25 mai dernier. Une allusion à peine voilée à la guerre de tranchée que se livre le ministère de l'intérieur et l'actuel bureau de la commune.

Et le Maire de demander à la gouverneure d'accepter sa démission de sa fonction de

Maire de la commune de Moroni, à la date du 31 mai 2022, « seule solution pour barrer l'arbitraire ».

Si jusqu'à maintenant, le bureau de la gouverneure n'a pas réagi à cette demande, le ministère de tutelle a signé dans la foulée un arrêté convoquant de nouvelles élections afin d'installer un nouveau Maire. Dans la note ministérielle l'on peut lire : « L'arrivée à échéance du terme qui y est fixé, les conseillers communaux de la ville de Moroni sont convoqués le 04 juin 2022 à 09h00 au foyer CASM de Mtsangani/Moroni

».

Cet arrêté fait référence à un autre arrêté (20-013/MIL-DATI/CAB du 21 avril 2022) qui exigeait le départ du Maire de la capitale à la date du 20 mai dernier. Finalement, la commune de Moroni est devenue un enjeu politique aux multiples rebondissements sans réel démarcation des forces antagonistes, ni du pouvoir, ni de l'opposition. Sept ans après la mise en place controversée des communes par voie d'élections, le bilan de celle de la capitale n'est guère reluisant. Il peut se résumer en un mot

"Querelles" byzantines.

Malgré 4 ministres de l'intérieur successifs ces dix dernières années, le dossier le plus important (statut particulier de la capitale) n'a point avancé, au contraire il se trouve actuellement au point mort pour ne pas dire enterré. Le développement peut attendre. L'essentiel, ce sont les élections du 4 juin, pourvu que les acteurs en présence parviennent à dégager un compromis, autour d'une majorité stable et d'un projet au service de la ville et non d'un clan.

AS Badraoui



La Gazette des Comores
Une information plurielle, une liberté
de pensée et de ton



**NATIONS UNIES
COMORES**



AVIS DE RECRUTEMENT

ONU-Habitat recrute, dans le cadre de la mise en œuvre de la composante « renforcement du système urbain aux Comores » du Projet Post-Kenneth, un **consultant national, expert en politique urbaine et planification urbaine**.

Pour plus d'information, veuillez consulter le lien suivant :

https://inspira.un.org/psc/UNCAREERS/EMPLOYEE/HRMS/c/UN_CUSTOMIZATIONS.UN_JOB_DETAIL.GBL?Page=UN_JOB_DETAIL&Action=A&SiteId=1&JobOpeningId=181210&PostingSeq=1

La date limite de soumission est fixée au 07 juin 2022

TRANSPORT EN COMMUN

Le tarif est fixé à 300 Fc pour le taxi ville

48 heures après l'annonce de la hausse du prix des produits pétroliers, le gouvernement et le bureau national du syndicat Wusukani wa Masiwa sont parvenus à fixer les tarifs des transports en commun à Ngazidja. Le taxi à Moroni ville est passé de 200 FC à 300 FC.

Mardi 31 Mai 2022, au lendemain de l'entrée en vigueur de l'arrêté conjoint des ministres de l'économie, de l'énergie et des finances portant fixation des tarifs des combustibles fossiles, c'est la cacophonie totale au niveau des transports.

Dans les stations de bus des régions, chacun fait ce que bon lui semble. A 13h de ce mardi, le bureau du syndicat national des chauffeurs appelle à une résistance des anciens prix durant 24h. Mais cet appel n'a été pas respecté. Dans la soirée de ce 31 mai, une réunion de concertation a eu lieu au ministère de l'économie entre le gouvernement représenté par les ministères de l'économie et de l'aménagement chargé du transport terrestre, de l'intérieur, de l'énergie, du délégué à la défense et le bureau national du syndicat Wusukani wa Masiwa au sujet de cette même hausse des prix, en présence du

directeur général de la Société Comorienne des Hydrocarbures. D'un commun accord, ils ont décidé de fixer les nouveaux tarifs des transports en commun à Ngazidja.

Dans la région de Mbadjini, les tarifs commencent de 700 FC pour Moroni-Dembeni à 1000 FC pour Moroni-Domba-Tsinimoipanga. Pour le Bambao, les tarifs varient de 300 FC pour Moroni Ville à 400 FC pour le Bambao Yadjou. Pour le Hambou, les usagers de Moroni Moindzaza Djumbe-Bangoi vont payer 500 FC et 600 FC pour Mdjoiezi-Dzahadjou Hambou. Pour Itsandra, les tarifs commencent par 300 FC pour Itsandra Ya

Mboini 1 (Voidjou-Zivandani), 350 FC pour Itsandra ya Mboini 2 (Vanamboni) et 400 FC pour Itsandra ya Mboini 3 (Batsa-Vanadjou).

Pour le Hamanvou, les tarifs sont fixés à 500 FC. Pour le Mitsamiouli-Mboude, les tarifs varient de 600 FC à 750 FC. 600 FC pour Mitsamiouli Mdjini, 700 FC pour Ouella, 650 FC pour Mboude Yadjou et 700 FC pour Sembenois. Le Hamahamet-Mboinkoi doit donner 800 FC à 900 FC pour descendre à Moroni. 800 FC pour Mbeni, 850 FC pour Hamahamet Yamboini-Yadjou et 900 FC pour le Mboinkou. Les usa-

gers d'Oichili doivent payer 650 FC tandis que Dimani, le prix varie de 800 FC à 900 FC. 900 FC pour Idjinkouzi et 800 FC pour Mtsangadjou.

Ce mercredi, le porte-parole de Wusukani wa Masiwa appelle les chauffeurs de Mbeni à ne pas appliquer l'arrêté signé hier avec le gouvernement concernant la capitale de Hamahamet. Sur l'arrêté, le tarif de Moroni-Mbeni était fixé à 800 FC et Mayele ordonne aux chauffeurs de faire payer 850 FC. Joint au téléphone, il dit assumer sa décision.

Ibnou M. Abdou

COÛT DE LA VIE

A Mohéli la population craint une inflation généralisée

Dès ce mardi, la hausse de prix des produits pétroliers est mise en application sur l'ensemble du territoire. Un coup dur pour les Comoriens notamment ceux qui dépendent énormément des produits pétroliers pour leurs activités génératrices de revenus. Certains chauffeurs de taxi à Mohéli n'ont pas tardé à suivre la cadence avec un taxi ville qui passe de 250 fc à 350 fc.

C'est un véritable séisme pour toute la population comorienne à commencer, depuis ce mardi, par les usagers de la route. Les chauffeurs de taxi ville à Fomboni qui se trouvaient déjà avec une longueur d'avance sur leurs collègues à Moroni, avec un frais de taxi de 250fc au lieu de 200

fc, certains se sont permis déjà de fixer leur tarif à 350 fc.

« Pour le moment le syndicat des chauffeurs de taxi n'a pas encore dit son mot concernant cette hausse de prix du carburant. C'est en tout cas une décision très difficile à prendre, vu les revenus de la population », explique Assadi Mourtadhoi, un chauffeur de taxi. Ce qui est certain, les répercussions ne vont pas tarder à se généraliser sur le poisson, l'électricité, les voyages entre les îles, le riz...etc.

« Je crois que le prix du poisson rouge restera à 2000 fc le kilo et 1500 fc pour le thon. Même si c'est à l'Etat de fixer les prix, mais économiquement, nous n'allons pas tenir le coup. On va se voir pour réfléchir à cette problématique sinon il n'y aura plus de pêche »



Hausse des prix Mohéli.

pense un pêcheur de Djoiezi. Le litre du pétrole lampant à la pompe

augmente de 600 fc à 750 fc, une hausse de 150 fc tout comme le litre de gasoil qui passe de 450 fc à 650 fc à la pompe.

Les vendeurs de produits pétroliers dans les petites stations services ont rajouté 50 fc sur les nouveaux prix de chaque produit. Ainsi, pour avoir un litre d'essence dans les petits coins à Fomboni, il faut dès ce mardi, payer 800 fc. Une situation invivable pour la plupart des comoriens au revenu modeste.

« C'est une décision prise par le gouvernement suite à la crise ukrainienne, qui a eu un impact très considérable à l'échelle internationale puisque partout dans le monde les produits pétroliers sont à la hausse » apprend-t-on des autorités.

Riwad

UNIVERSITÉ DES COMORES :

Les contractuels de l'UDC dans le viseur de l'administration

L'administration de l'université des Comores digère mal la grève entamée par certains contractuels du site de Patsy. Sous l'emprise des intimidations, ces contractuels voient leurs postes menacés. Le collectif des enseignants contractuels demande à l'Etat de se pencher sur cette affaire pour trouver une solution rapide et équitable pour tout le monde.

Deux semaines après avoir entamé une grève de la faim au site universitaire de Patsy à Anjouan pour faire entendre leurs droits, à savoir leur titularisation, les contractuels de l'UDC font aujourd'hui l'objet d'intimidation et de menace de renvoi. Après de multiples revendications, rien n'est fait. En effet, lors de la caravane de l'université, le secrétaire général adjoint de l'Université est

revenu sur les faits de la grève. Des propos non rassurants selon les contractuels, pourtant l'Etat a bien promis qu'une solution se dégagera dès le retour de l'administrateur de l'UDC à Moroni. « D'après le secrétaire adjoint,

pour qu'on soit recruté à l'université, il faut un conseil scientifique et un appel d'offre. Mais c'est le président de l'UDC qui doit le convoquer mais qui l'empêche de ne pas le faire. Nous ne comprenons rien.

L'administration centrale cherche à étouffer les revendications des 33 docteurs contractuels qui travaillent depuis 12 ans dans des conditions précaires, c'est injuste. Il y a des rumeurs qu'une décision radicale sera prise à l'encontre des grévistes », lance le collectif des enseignants contractuels de l'UDC.

Ces enseignants demandent encore une fois à l'Etat de répondre favorablement à leurs doléances. « L'Etat ne doit pas écouter une seule partie mais les concerné également. À chaque fois que nous voulons régulariser notre situation, l'administration présente des informations incorrectes pour mettre nos revendications à la traine. On nous a obligé d'envoyer les sujets des examens d'ici samedi prochain sans pour autant se soucier de nos difficultés », déplore-t-il. Conscients de ces

techniques de manipulation, le collectif informe que s'il n'obtient pas gain de cause, tous les contractuels de l'université des Comores seront dans l'obligation de reprendre la grève dès la prochaine semaine. « Cette fois, nous n'allons pas effectuer des examens, ni correction, ni soutenance ni autres travaux », précise-t-il.

Pour mémoire, ces enseignants réclament leur titularisation et leur intégration dans le corps des enseignants de l'Université des Comores. 33 d'entre eux travaillent sous contrat à durée déterminée (CDD) malgré une longévité professionnelle pour certains d'entre eux. Des revendications légitimes que l'administration semble minimiser.

Andjouza Abouheir



TOURNOIS MAURICE REVELLO

U21, une équipe aux ambitions dévorantes

Le sélectionneur national des U20 Ahamada Djambae a réussi son baptême de feu pour l'entrée des jeunes Cœlacanthes au tournoi Maurice Revello. Après les 90 mn du temps réglementaire, les deux équipes en sont venues aux séances de tirs au but pour se départager. Et les hommes de Hamada Djambay sont sortis vainqueurs en marquant 4 tirs au but contre 3 aux jeunes Colombiens.

Les coéquipiers de Yannick Pandor ont fait le dos rond malgré la domination territoriale de la Colombie. Après avoir encaissé un but dès la 5ème minute, les jeunes cœlacanthes n'ont pas flanché et on continué à mettre la pression sur les arrières de la Colombie. La récompense est venue dix minutes plus tard grâce au joueur du Mans, Zaid Amir. Cette égalisation démontrait la détermination des protégés de Djambay à évoluer contre le cour du jeu et leur capacité de renverser une situation au départ inextricable. Après les 90 mn du temps réglementaire, les deux équipes en sont venues aux séances de tirs au but pour se départager. Les hommes de Hamada

Djambay sont sortis vainqueurs en marquant 4 tirs au but contre 3 aux jeunes Colombiens.

Cette victoire face à un triple vainqueur (1999, 2000, 2011) est d'autant plus symbolique, qu'elle ouvre toutes les possibilités à une équipe comorienne novice dans la compétition de se qualifier pour les matchs à éliminations directes. La défaite de l'Algérie face au Japon (1-0) est un sérieux coup de pouce pour les jeunes comoriens, car il suffit qu'ils gagnent contre le Japon vendredi prochain pour aborder leur dernier match contre les jeunes Fennecs sans aucune pression.

Appelés en mars dernier en match amical face à l'Ethiopie, les deux espoirs au poste de gardien de but Yannick Pandor et Kary Guarino, bien que n'ayant aucune ou peu d'expérience à l'international, ils semblent être les tauliers dans cette sélection. En manque de temps dans leur club mais, avec un potentiel de développement au-dessus de la moyenne, cette compétition va leur permettre de s'aguerrir et prendre un peu plus de maturité.

A part les deux gardiens de but, d'autres espoirs du football comorien en France ont été appelé par l'ancien défenseur de l'Olympique



de Marseille. Des joueurs qui évoluent dans les équipes de réserves de la ligue 1 à l'image des défenseurs Raimane Daou et de Kamardin Aaron tout deux issus de l'équipe réserve de l'Olympique de Marseille mais aussi des attaquants Yakine Said du LOSC et Azihar Mhoumadi US Terre Sainte.

L'absence de joueurs locaux est certes problématique, mais elle traduit aussi une réalité hélas amère, le manque d'une compétition qui regroupe les jeunes de la catégorie. Ça doit être l'une des priorités que la FFC doit mettre en place dans les meilleurs délais pour éviter qu'à

terme les Cœlacanthes ne perdurent dans une sorte de fatalité qui est de ne prendre que des joueurs ayant été formés en France. En attendant, les jeunes Cœlacanthes doivent se reconcentrer pour aborder le prochain match dans des bonnes dispositions car il peut être déterminant pour la suite de la compétition, surtout dans la perspective du match contre l'Algérie.

La raison est simple, au-delà de l'aspect purement sportif, ce match est attendu comme un derby pour deux des communautés les plus représentées dans le sud de la France plus particulièrement dans la

ville de Marseille, que certains n'hésitent à nommer la cinquième île des Comores. A ce sujet est selon des sources dignes de foi, les billets mis en vente pour ce duel au sommet sont dors et déjà épuisés. Avant ce match contre les jeunes Fennecs, les verts feront face au Japon dès 15h ce vendredi 3 juin. Faut-il le rappeler, que ce tournoi a été créé dans l'objectif de permettre les équipes participantes à mieux préparer les générations futures dans un tournoi de grande qualité.

AS Badraoui

HABARI ZA UDUNGA

L'hypocrisie sociale, en prendre conscience !

"Tsandza nikedro no ntsihibe, nitsidhulumu ..." Sedo

Dans les îles de la lune, il ne manque pas une occasion de constater à quel point nous sommes imprégnés de cette attitude par laquelle « on exprime des sentiments, des opinions que l'on n'a pas ou que l'on n'approuve pas, soit par intérêt, soit par lâcheté. » Dans ce contexte, il est bien difficile pour ceux qui veulent instaurer un état de droit, de pouvoir se retrouver.

Un exemple basique très connu est celui qui consiste à faire suivre un "bonjour" par un "comment ça va?" mécanique. Et si l'on se hasarde à répondre autre chose que "bien merci", on sent tout de suite le visage de votre interlocuteur se décomposer par l'ennui et le désarroi. C'est pourquoi notre hypocrisie sociale consiste à s'abstenir de répondre sincèrement à la question. Le genre de réponse : « on va comme le pays » reflète assez bien cela.

L'hypocrisie sociale chez nous se reflète sur un certain nombre de cas : Nous savons que la justice manque de moyens, mais nous continuons à dire que la justice doit être ceci ou cela ; Nous savons que notre fonction publique est plétho-

rique mais nous continuons à exiger des recrutements à tout va. Que notre masse salariale dépasse allègrement le seuil communément admise, mais la superstructure nomme à tour de bras des « amis », sans réelle attribution.

Quand des gens sont emprisonnés pour des détournements des deniers publics et autres, nous nous empressons d'aller demander à la notabilité de jouer les intermédiaires avec le pouvoir politique. Nous accusons les « gros » directeurs de dilapider l'argent public mais nous sommes les premiers à aller leur demander de nous rendre un service.

Nous sommes contre les passe-droits dans les administrations, cependant nous n'avons jamais la patience de faire la queue comme le commun des mortels. Combien de fois, nous changeons de sujet de discussions à l'arrivée d'un gros bonnet que nous saluons avec des courbettes alors qu'une minute auparavant, nous étions en train de casser du sucre sur son dos.

En définitive, si nous voulons que les choses commencent à changer chez nous, nous devons d'abord refuser cette hypocrisie sociale qui contribue à enfoncer de portes

ouvertes. La lutte contre la corruption ne peut pas se mener avec seulement une commission alors que nous savons dans quel contexte elle va évoluer.

Les quelques exemples cités plus haut, montrent que nos compatriotes possèdent cette capacité à amortir les chocs pour essayer d'en tirer

des bénéfices personnels. Cette façon de faire est porteuse de désillusions pour l'avenir car elle évite de chercher des solutions durables à nos problèmes.

Si pour certains, l'hypocrisie sociale est indispensable pour éviter de paraître celui qui empêche les gens de continuer à s'y complaire

dans leurs erreurs, chez nous elle a pris des proportions inquiétantes, car elle a gagné une grande partie de la société. L'hypocrisie sociale est devenue un sport national Il est grand temps d'en prendre réellement conscience du phénomène !

Mmagaza



CORPS DE LA PAIX AUX COMORES

APPEL D'OFFRES

Suivi des entretiens et réparations des installations de plomberie dans les bureaux et les résidences du Corps de la Paix aux Comores

Le Corps de la Paix Américain a l'intention d'offrir un contrat à prix ferme pour l'entretien et la réparation des installations de plomberie dans ses résidences et bureaux. Les fournisseurs intéressés doivent soumettre une proposition pour les services décrits dans cet appel d'offres.

Toutes les propositions doivent être reçues au plus tard le vendredi 17 Juin 2022, à 11h30. Les propositions, les demandes de visites des sites et toute autre question doivent être soumises par email : PCComoros@peacecorps.gov. Aucune soumission en retard ne sera acceptée.